

Notes pour une analyse du système mondial  
Notes for the Analysis of a Worldwide System  
Notas para un análisis del sistema mundial

Mohammed SFIA

Volume 3, Number 2, novembre 1971

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/001700ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/001700ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (print)

1492-1375 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

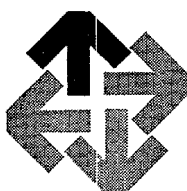
SFIA, M. (1971). Notes pour une analyse du système mondial. *Sociologie et sociétés*, 3(2), 151–174. <https://doi.org/10.7202/001700ar>

Article abstract

At the present time, the situation in the world is not as described by the "International Relations" approach: the juxtaposition of individual units; it consists on the contrary of a worldwide system, in which individual societies, or groups of individual societies, are constituent parts. Here the author proposes the basic elements of this worldwide system. In so doing, he defines groups of societies which a preliminary effort at categorization allows one to distinguish: groups that are called "subsystems". He then studies the relationships that exist between these subsystems, particularly in terms of domination and subordination. Finally he traces the major contradictions in the present worldwide system, most of which are reducible to a fundamental contradiction between the development of productive forces of a worldwide scale and worldwide relationships.

---

# Notes pour une analyse du système mondial



MOHAMED SALAH SFIA

---

L'UN DES POINTS sur lesquels se manifeste peut-être le plus nettement le retard de la science sociale sur l'évolution historique est l'étude de la *scène planétaire* telle qu'elle se présente de nos jours. Celle-ci est en effet soumise, le plus souvent, à un mode d'analyse tributaire de la problématique des « relations internationales <sup>1</sup> », c'est-à-dire d'une problématique en vertu de laquelle l'objet à étudier est une *juxtaposition* d'entités (« sociétés », « formations sociales », « nations », « États », etc.) qui, quelle que soit l'intensité des échanges <sup>2</sup> qui les mettent en rapport les unes avec les autres, demeurent néanmoins suffisamment autonomes pour ne pas former *système*, pour ne pas être constituées en système, autrement dit pour ne pas être intégrées à une *structure* qui les surdétermine en entretenant avec elles la relation qu'entretient un tout avec ses parties. Pourtant, qu'il faille substituer à une telle problématique celle qui implique que l'on aborde la scène planétaire d'aujourd'hui comme un *système mondial*, devant précisément ses traits essentiels et son caractère de nouveauté historique radicale à ce fait qu'il est *un* (quelle que soit par ailleurs sa complexité), voilà ce que bien des données suggèrent à l'observateur qui se donne pour tâche de rendre compte de la nature du

---

1. Il serait plus conforme à la logique de cette problématique de parler de relations « inter-nationales » (avec un trait d'union).

2. Il s'agit ici, bien entendu, d'« échanges » au sens le plus large, d'« échanges sociaux » en général, non d'échanges purement matériels (excluant par exemple les échanges symboliques), encore moins d'échanges purement économiques au sens le plus étroit.

monde contemporain. Il y a d'ailleurs quelques cas, rares il est vrai, de penseurs auxquels n'a pas échappé ce phénomène de l'émergence, à l'époque moderne, d'un système mondial unique. Par exemple, d'une œuvre telle que celle de Marx se dégage clairement l'enseignement selon lequel l'ère du développement du capitalisme devait nécessairement être celle du triomphe progressif d'un processus irréversible d'unification du monde. Mais le fait demeure que l'on ne peut guère dire que la science sociale ait accordé à ce principe de l'unité de la scène planétaire la reconnaissance que tout invite à lui accorder, ni que, dans les rares cas où cette reconnaissance est acquise, elle en ait tiré les conséquences qui en découlent.

Le présent travail est une tentative d'analyse de la scène planétaire actuelle considérée comme un système mondial unique. Cette tentative vise à contribuer, par la formulation de quelques propositions élémentaires, à l'élucidation de la nature de ce système.

Élucider la nature du système mondial, c'est, dirons-nous, en analyser la *structure*. Et en analyser la structure, c'est distinguer les éléments de celle-ci et dégager le système de relations qui les unit. C'est là une démarche applicable à n'importe quelle structure. Nous n'avons cependant pas affaire à n'importe quelle structure, mais à une structure *sociale*, le système mondial n'étant pas autre chose qu'un système spécifique de rapports sociaux ; et nous n'avons pas non plus affaire à n'importe quelle structure sociale, mais à une structure sociale *inégalitaire*, ce système de rapports sociaux consistant, dans une histoire (une « préhistoire », dit Marx) informée par l'action de la loi du développement inégal, en un ensemble de rapports de force entre groupes inégaux. Par conséquent, nous avons à analyser une structure sociale inégalitaire. Cela, nous pouvons le faire en suivant la méthode qui consiste, au moins pour commencer, à s'attacher à l'examen, d'une part de l'articulation de la *dominance* et, corrélativement, de la *subordination* parmi les éléments de la structure envisagée (parce que cette articulation et plus particulièrement la nature de l'élément dominant ainsi que la manière dont il domine impriment à l'ensemble de la structure une marque spécifique), d'autre part de la *contradiction* ou des contradictions déterminantes de cette structure (parce que c'est là que gît le principe de la dynamique qui anime la structure et en conditionne le devenir).

## I. DE LA DOMINANCE DANS LE SYSTÈME MONDIAL

L'étude peut être menée ici de façon à ce qu'il soit procédé d'abord à l'identification de l'élément dominant et ensuite à l'analyse de la structure de cet élément.

### 1. IDENTIFICATION DE L'ÉLÉMENT DOMINANT

Il nous faut commencer par nous attacher à décomposer la structure du système mondial de manière à en distinguer les éléments, après quoi sera isolé et examiné en lui-même celui de ces éléments qui occupe la position dominante.

A. *Les éléments de la structure du système mondial.* — Pour décomposer la structure du système mondial contemporain en ses éléments, nous chercherons à

délimiter, au sein de ce système, des ensembles de sociétés <sup>3</sup>. Deux sociétés seront considérées comme appartenant au même ensemble si elles sont du même type ; et elles seront considérées comme étant du même type, d'une part si dans l'une comme dans l'autre domine le même système de *rapports de production* ou si dans l'une comme dans l'autre ce qui domine c'est la lutte au sein du même couple de systèmes de rapports de production, d'autre part si le niveau de développement des *forces productives* dans l'une est qualitativement égal au niveau de développement des forces productives dans l'autre (en d'autres termes s'il n'y a pas d'inégalité qualitative entre ces niveaux de développement, une inégalité seulement quantitative n'interdisant pas de parler de niveaux de développement globalement égaux).

Si nous évoquons la possibilité d'avoir affaire soit à un système de rapports de production qui domine dans une société, soit à deux systèmes de rapports de production qui se livrent une lutte pour la dominance dans cette société, c'est qu'il y a là deux cas bien différents et dont il importe d'indiquer dans quelles conditions ils peuvent se présenter l'un ou l'autre. Une société peut être *dominée* par un système de rapports de production si celui-ci, au terme d'une compétition livrée contre d'autres systèmes, ou un autre système, de rapports de production, a acquis irréversiblement la dominance : à titre d'exemple, que l'on songe au cas d'une société dans laquelle les rapports de production capitalistes dominent après avoir irréversiblement évincé les rapports de production féodaux. Mais une société peut aussi être non pas le lieu de la dominance d'un système de rapports de production mais le lieu de la *lutte* entre *deux* systèmes qui sont tous les deux concurremment candidats à la dominance : par exemple, concurrence entre les rapports de production capitalistes et ceux du féodalisme, ou bien entre les rapports de production socialistes et ceux du capitalisme, etc. Ce dernier cas, celui de l'existence non d'un système de rapports de production dominant mais de deux systèmes concurrents, est le cas de ce qu'il est convenu d'appeler les « sociétés de transition ». Il est à peine nécessaire de souligner le caractère hétérogène et mouvant, et partant éminemment complexe, de sociétés dans lesquelles ce qui domine ce n'est pas un système donné de rapports de production mais le conflit entre deux systèmes. Le moins qu'on puisse dire est que l'analyse de la structure de ce genre de société présente des difficultés tout à fait spéciales <sup>4</sup>.

\*

\*      \*

3. Nous aurions pu employer ici « formation sociale » à la place de « société » : nous les traitons comme des synonymes.

4. Naturellement, parler de la dominance d'un système donné de rapports de production suppose l'existence, dans la société considérée, d'autres systèmes de rapports de production (au moins un) subordonnés par rapport à celui qui monopolise la dominance. De même, parler de la compétition pour la dominance de deux systèmes de rapports de production, ce n'est pas exclure qu'il puisse y avoir en même temps d'autres systèmes (au moins un autre) subordonnés par rapport aux deux systèmes qui monopolisent les chances de parvenir à la dominance. Quant à la raison pour laquelle cette compétition est circonscrite à *deux* systèmes de rapports de production seulement, elle découle de la logique inhérente à la transition, logique dont on peut démontrer théoriquement la nécessité, mais dont il suffira ici, pour la brièveté de l'exposé, de suggérer la nature en faisant la remarque suivante : l'on ne peut pas se trouver en présence d'une société dans laquelle la concurrence pour la dominance opposerait, par exemple, à la fois les rapports de production socialistes, les rapports de production capitalistes et les rapports de production féodaux, autrement dit d'une société susceptible de devenir, à l'issue de la période de transition, soit socialiste, soit capitaliste, soit féodale. C'est qu'il y a dans l'évolution des sociétés une logique de la pério-

Attachons-nous maintenant à mettre en œuvre les éléments d'analyse que nous venons de dégager pour distinguer des ensembles de sociétés dont chacun comprend des sociétés toutes caractérisées soit par la dominance du même système de rapports de production soit par la prévalence du même couple de systèmes concurrents de rapports de production. Cela nous conduit à distinguer l'ensemble comprenant les sociétés *capitalistes* et celui qui comprend les sociétés *en transition entre le capitalisme d'État et le socialisme*<sup>5</sup>.

Pour caractériser brièvement chacun de ces deux types de société, nous allons chercher à cerner dans chaque cas le *rapport de production fondamental* qui nous mènera droit à l'essentiel. Pourquoi « le rapport de production fondamental » (au singulier), alors que l'on parle d'habitude, comme nous l'avons fait nous-même, de « rapports de production » (au pluriel) ? Parce qu'un système de rapports de production, qui est bien sûr un tout complexe, est toutefois, pour les besoins de l'analyse, réductible, en raison même de sa systémicité, à un principe central qui en exprime l'essence. C'est ce principe que nous désignons comme « le rapport de production fondamental ».

Les sociétés capitalistes sont celles où le rapport de production fondamental qui domine est ce qu'on peut appeler le *salariat privé* : il s'agit de *salariat* en ce sens que le premier principe qui est ici à l'œuvre repose sur le fait que l'accès du travailleur à une fraction des valeurs d'usage qui forment le produit social dépend de la valeur d'échange que le jeu de la loi de la valeur attribue à la force de travail de ce travailleur ; et ce salariat est *privé* en ce sens que le deuxième principe qui le régit consiste en ce que tout membre de la société qui en a la possibilité, c'est-à-dire qui a la maîtrise d'une fraction du capital social sous la forme de la maîtrise d'une masse donnée de moyens de production, peut s'instituer salariant, c'est-à-dire acheter de la force de travail aux membres de la société qui, privés de cette maîtrise des moyens de production, sont contraints de vendre leur force de travail.

Les sociétés en transition entre le capitalisme d'État et le socialisme sont des sociétés dans lesquelles, nous le savons, il faut s'attendre à se trouver en présence de deux rapports de production fondamentaux concurremment candidats à la dominance. Effectivement, l'on repère ici un premier rapport de production fondamental qui est ce qu'on peut appeler le salariat public ou *salariat d'État* : il s'agit toujours de salariat parce que le premier principe défini ci-dessus joue encore ici ;

disation qui fait que si les possibles recelés par une transition donnée sont le socialisme et le capitalisme (l'enjeu étant alors : socialisme *ou* capitalisme), le féodalisme ne peut être dans ces conditions un compossible (l'enjeu dont il vient d'être question supposant que la victoire du féodalisme ne soit plus une éventualité inscrite à l'ordre du jour du moment historique considéré) ; de même, si les possibles recelés par une transition donnée sont le capitalisme et le féodalisme (l'enjeu étant alors : capitalisme *ou* féodalisme), l'esclavagisme, par exemple, ne peut plus être dans ces conditions un compossible (l'enjeu dont il vient d'être question supposant que la victoire de l'esclavagisme ne soit plus une éventualité inscrite à l'ordre du jour du moment historique considéré), etc.

5. Transition *entre* le capitalisme d'État et le socialisme, et non transition du capitalisme d'État au socialisme (*vers* le socialisme). Nous ferons en effet nôtres les remarques que formule Charles Bettelheim lorsque, parlant de cette expression « transition vers le socialisme », il note : « On verra que cette expression est loin d'être adéquate à la réalité qu'elle prétend désigner. En effet, elle évoque un « mouvement en avant » dont l'aboutissement, en quelque sorte assuré, serait le socialisme. Or, ce qui, en fait, est ainsi désigné, c'est une période historique que l'on peut plus justement qualifier comme étant celle de « la transition *entre* [souligné par Bettelheim] le capitalisme et le socialisme ». Une telle période ne conduit pas de façon linéaire au socialisme ; elle peut y conduire, mais elle peut conduire aussi à des formes renouvelées du capitalisme, notamment au capitalisme d'État. » (Charles Bettelheim, *la Transition vers l'économie socialiste*, Paris, Maspero, 1968 (réimpr. : 1970), 270 p., p. 7).

mais ce salariat n'est plus privé mais public ou d'État<sup>6</sup> car le deuxième principe énoncé ci-dessus est remplacé par celui selon lequel l'État est le salariant unique<sup>7</sup>. L'on repère également, dans les sociétés en question, la présence d'un deuxième rapport de production fondamental : c'est celui qui, en rupture avec toute forme de salariat, repose sur le principe de la dissociation de l'accès à une partie des valeurs d'usage qui forment le produit social de toute référence à une quelconque valeur de la force de travail, cet accès ne dépendant plus des prestations en travail mais exclusivement des *besoins* (disparition de toute proportionnalité entre les « contributions » et les « rétributions »)<sup>8</sup>.

L'analyse de la structure du système mondial actuel à l'aide du critère des rapports de production nous a donc amenés à distinguer au sein de ce système deux ensembles de sociétés : celui qui groupe les sociétés capitalistes et celui qui groupe les sociétés en transition entre le capitalisme d'État et le socialisme. Mais nous avons dit que, pour pouvoir être considérées comme appartenant au même ensemble, deux sociétés données devaient être du même type, ce qui, on s'en souvient, ne renvoie pas seulement aux rapports de production mais renvoie aussi aux forces productives. Il nous faut donc poursuivre l'analyse en termes de forces productives.

\*  
\*     \*

Par « forces productives », on entend d'une part les *moyens de production* (qui comprennent d'un côté le moyen de travail, par exemple une machine à filer, et de l'autre l'objet de travail, par exemple du coton, destiné à être transformé en filés à l'aide de cette machine), d'autre part le *travailleur*. Autrement dit, les forces productives consistent dans la force de travail autant que dans ce à l'aide de quoi celle-ci travaille.

Mais dire cela, c'est dire que les forces productives consistent en du travail sous deux formes différentes. En effet, le couple moyens de production-travailleur s'avère être, en dernière analyse, réductible à un autre, au sein duquel apparaît en toute lumière ce qui fait à la fois l'unité et la différenciation des éléments réunis et opposés : le couple *travail accumulé-force de travail*. Ce dernier couple fait apparaître les forces productives comme consistant d'une part en une masse de moyens de production qui ne sont que la cristallisation d'un travail *passé* et d'autre part en un travail *actuel* qui s'effectue à l'aide de ce travail cristallisé sous forme de moyens de production. En d'autres termes, le phénomène communément désigné comme le « développement des forces productives » est un phénomène composite :

6. Dans le cadre de l'« autogestion » à la yougoslave, c'est encore l'État qui reste en dernière instance le salariant, car l'entreprise « autogérée » ne fonctionne là que comme un appareil d'État soumis aux déterminations de l'institution étatique dans son ensemble.

7. Le passage d'une situation dans laquelle il y a une pluralité de salariants à une situation dans laquelle il y a un salariant unique ne représente pas un changement de nature seulement *quantitative*, qui n'altérerait pas ou presque pas la nature du rapport de production fondamental auquel on a affaire ; ce changement est au contraire *qualitatif* : l'aboutissement n'en est pas simplement un nombre plus réduit de salariants (en l'occurrence un seul salariant), mais un salariant d'une nature bien *spécifique*. Mais il s'agit là d'un autre problème, qui ne peut être traité ici. Il fallait pourtant le signaler.

8. Sur ces questions relatives au rapport salarial, à sa signification et à ses diverses formes, voir Pierre Naville, *le Salaire socialiste*, 2 vol., Paris, Éditions Anthropos, 1970, 584 p. et 493 p.

y contribuent d'un côté le développement de la force de travail et de l'autre le développement du travail accumulé.

Mais ces deux composantes dont le développement global des forces productives est la résultante ne sont pas d'importance égale, loin de là. Car l'examen de la logique du rapport qui existe entre ces deux composantes révèle le caractère subordonné qu'y occupe le travail accumulé. Il en est ainsi parce que le développement du travail accumulé ne peut être que l'effet du développement de la force de travail : envisagé à un moment donné du temps, le travail accumulé, en premier lieu, est le résultat de l'action passée d'une force de travail ; en second lieu, le travail accumulé dépend, quant à sa conservation même, d'une dépense actuelle de travail (en vue de l'entretien) ; en troisième lieu, le travail accumulé dépend également, quant à son développement ultérieur (l'accumulation), de l'action présente et à venir de la force de travail. Il suit de là que, dans le couple dont il est en ce moment question, c'est l'élément force de travail qui est décisif. En comparant donc des sociétés différentes quant au niveau de développement de leurs forces productives, on doit attacher plus d'importance, c'est-à-dire une importance *qualitativement* plus grande, au niveau de développement de la force de travail qu'à celui du travail accumulé<sup>9</sup>.

Ce qui précède conduit à un glissement dans la formulation du problème qui nous occupe présentement. Cette formulation était la suivante : y a-t-il, d'une part parmi les sociétés capitalistes, d'autre part parmi les sociétés en transition entre le capitalisme d'État et le socialisme, des différences qualitatives quant au niveau de développement des forces productives, c'est-à-dire quant au niveau de développement du travail accumulé et de la force de travail ? Le problème se pose maintenant en d'autres termes : y a-t-il, d'une part parmi les sociétés capitalistes, d'autre part parmi les sociétés en transition entre le capitalisme d'État et le socialisme, des différences qualitatives quant au niveau de développement de la force de travail, composante principale de l'entité « forces productives » ? C'est cette dernière question que nous aborderons maintenant.

Dans toute société, il y a une *population active effective* donnée (nombre de porteurs de force de travail qui sont au travail), chaque porteur de force de travail appartenant à cette population active effective fournit un *temps de travail effectif* donné, et le travail fourni par chaque porteur de force de travail atteint une *intensité effective* donnée : le produit, au sens mathématique du mot, de ces trois grandeurs, donne la *force de travail effective* de la société envisagée. Par ailleurs, dans toute société, il y a une *population active théorique* donnée (nombre de porteurs de force de travail pouvant travailler), chaque porteur de force de travail appartenant à cette population active théorique peut fournir un *temps de travail théorique* donné, et le travail fourni par chaque porteur de force de travail peut atteindre

9. Il est clair que, puisque, comme nous l'avons indiqué, cette primauté de la force de travail sur le travail accumulé tient à ce que c'est la première qui assure la production, la conservation et la reproduction élargie de la seconde, l'analyse que nous venons d'exposer ne s'appliquerait pas à un état historique dans lequel ces fonctions seraient assurées, *pour l'essentiel*, par le travail accumulé lui-même, le travail actuel tendant à représenter, au sein de l'ensemble du travail social, une part infinitésimale par rapport au travail passé : l'hypothèse ici évoquée est évidemment celle d'une automation généralisée. A ce niveau, il ne pourrait plus être question, en matière de comparaison des niveaux de développement des forces productives de diverses sociétés, de tenir compte de la force de travail plutôt que du travail accumulé ; c'est l'ordre inverse qui s'imposerait. Mais nous n'en sommes pas encore là, il s'en faut de beaucoup ; l'humanité traverse encore une période historique, qui n'est pas près de s'achever, dans laquelle elle continue à dépendre prioritairement du travail actuel qu'elle fournit.

une *intensité théorique* donnée dans les *conditions techniques existantes* (c'est-à-dire, et ceci est très important, sans changement ni quantitatif ni qualitatif dans les moyens de production disponibles<sup>10</sup>) : le produit, au sens mathématique du mot, de ces trois grandeurs, donne la *force de travail théorique* de la société en question.

*Une force de travail effective (force de travail tout court) sera considérée comme étant d'autant plus développée qu'elle se rapprochera de la force de travail théorique correspondante.* Mais il ne faut pas voir dans cette dernière proposition l'idée qu'il y aurait tout simplement, entre les forces de travail des diverses sociétés humaines, une gradation entre une infinité de niveaux de développement entre lesquels il n'y aurait ainsi que des inégalités quantitatives. Au contraire, l'histoire nous apprend qu'il y a une espèce de *seuil* en deçà duquel la force de travail effective d'une société donnée peut être dite « sous-développée », en ce sens que cette force de travail demeure *qualitativement* inférieure à la force de travail théorique, tandis qu'au-delà de ce seuil la force de travail effective peut être dite « développée », en ce sens qu'elle n'est plus séparée de la force de travail théorique que par des différences *quantitatives*, la société considérée ayant pour ainsi dire « fait le plein » en matière d'emploi de la force de travail disponible.

\*  
\*   \*  
\*

Si cette analyse est juste, elle autorisera à donner, à la question posée un peu plus haut, une réponse positive pour ce qui est des sociétés capitalistes et négative pour ce qui est des sociétés en transition entre le capitalisme d'État et le socialisme.

En effet, l'ensemble que nous avons provisoirement « construit » comme groupant les sociétés capitalistes s'avère composé d'une part de sociétés dont chacune a une force de travail développée, donc des forces productives développées, et d'autre part de sociétés dont chacune a une force de travail sous-développée, donc des forces productives sous-développées. Cette différence *qualitative* entre le niveau de développement des forces productives des unes et le niveau de développement des forces productives des autres interdit de les considérer comme étant toutes du même *type* et donc de les inclure toutes dans le même ensemble. De fait, il y a lieu de distinguer des sociétés capitalistes qui sont *industrielles* en ce sens que s'y est accomplie la *révolution industrielle* (ou *take-off*), et des sociétés capitalistes qui sont *préindustrielles*, non pas, bien sûr, en ce sens qu'elles n'auraient encore été touchées par aucun processus d'industrialisation (il n'existe plus aujourd'hui de société qui ne soit peu ou prou en train d'être industrialisée), mais en ce sens que, quel que soit le chemin parcouru sur la voie de l'industrialisation, elles n'ont pas « basculé » au-delà de ce seuil décisif de la révolution industrielle.

Par contre, les sociétés en transition entre le capitalisme d'État et le socialisme, quelles que soient les différences entre elles en ce qui concerne les niveaux

10. Il importe de bien voir, afin d'éviter les confusions, les distinctions qu'opère *analytiquement* notre schéma, même si dans la réalité les phénomènes que ce schéma distingue se chevauchent la plupart du temps. Tant que l'intensité théorique du travail dépasse son intensité effective, il est possible d'augmenter la *productivité* du travail par l'augmentation de son intensité seulement, c'est-à-dire sans modification du dispositif des moyens de production. Au-delà du niveau théorique d'intensité, niveau par définition maximum (ou optimum) qu'il n'est plus possible de dépasser, la productivité du travail ne peut plus s'accroître que grâce à des améliorations techniques (modification du dispositif des moyens de production).



respectifs de développement du travail accumulé, se situent toutes à des niveaux comparables, c'est-à-dire *qualitativement* égaux, en ce qui concerne le développement de la force de travail. Le propre de ce genre de sociétés est qu'elles doivent leur émergence, en tant que formes spécifiques d'organisation sociale, à des transformations sociales révolutionnaires dont l'un des effets majeurs réside justement dans la tendance à porter la force de travail effective au niveau de la force de travail théorique. Il est peu de phénomènes qui aient fait l'unanimité des observateurs de ces sociétés autant que celui-ci : le passage à une société en transition entre le capitalisme d'État et le socialisme se traduit immédiatement par une mobilisation maximale de la force de travail disponible, par la tendance à la maximisation de l'emploi de cette force. Particulièrement frappant est ici l'*éthos du travail* qui accompagne cette transformation radicale, la produisant et la constatant à la fois. Bref, la nature même des révolutions sociales dont sont issues les sociétés en transition entre le capitalisme d'État et le socialisme fait que nulle différence qualitative ne les sépare les unes des autres quant au niveau de développement de cet élément moteur des forces productives qu'est la force de travail. C'est pour cela que, là où des raisons impératives imposent de distinguer l'une de l'autre deux sociétés capitalistes telles, par exemple, que la société brésilienne et la société anglaise ou la société indienne et la société américaine, etc., rien en revanche ne justifierait une distinction du même ordre entre deux sociétés en transition entre le capitalisme d'État et le socialisme telles, par exemple, que la société chinoise et la société soviétique ou la société nord-vietnamienne et la société est-allemande, etc.<sup>11</sup>.

\*

\*      \*

Il découle de tout cela que l'on doit distinguer les sociétés capitalistes industrielles, les sociétés capitalistes préindustrielles, et les sociétés en transition entre le capitalisme d'État et le socialisme, décomposant ainsi la structure du système mon-

11. Il est à remarquer ici qu'en attribuant à ce que nous appelons le développement de la force de travail le statut d'élément essentiel du développement des forces productives en général, nous rejoignons en fait tous ceux, et ils ne sont pas rares, qui, dans l'étude du développement, ont insisté sur l'importance du « travail », de l'« investissement travail », de la « mobilisation », de la « transformation des hommes », etc. Peut-être est-ce chez François Perroux qu'on trouve l'expression la plus directe de ce glissement de la définition du développement en termes de transformation du produit social vers une définition en termes de transformation du producteur. « Le développement », écrit en effet cet auteur, « est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global. » (François Perroux, *l'Economie du XX<sup>e</sup> siècle*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, Presses Universitaires de France, 1964, 692 p., p. 155). De même, on peut noter que notre analyse peut être mise à contribution pour donner une signification précise à la très importante distinction entre *retard* et *sous-développement*, distinction sur laquelle insiste en particulier Yves Barel, *le Développement économique de la Russie tsariste*, Paris et La Haye, Mouton, 1968, 272 p., p. 209 sqq. « On peut caractériser le retard et le sous-développement », écrit cet auteur, « en disant que le premier témoigne d'un développement global en dépit de blocages partiels, et que le second témoigne d'un blocage global en dépit de développements partiels » (p. 210). Dans notre perspective, le retard (ou l'avance) d'une société par rapport à une autre renverrait au niveau de développement du travail accumulé, tandis que le sous-développement (ou le développement) d'une société par rapport à une autre renverrait au niveau de développement de la force de travail. Une société ayant un travail accumulé peu développé par rapport à celui de telle autre est *en retard* par rapport à celle-ci, mais elle peut ne pas être *sous-développée* si par ailleurs sa force de travail est développée : elle est alors *en voie de développement*. Une société en retard peut donc être soit *sous-développée* soit *en voie de développement*, et il y a un monde entre l'un et l'autre de ces deux cas. Comme le dit Yves Barel, « l'ironie des choses veut que l'euphémisme qui tend de plus en plus à remplacer le terme jugé trop brutal de sous-développement [les pays en voie de développement] pourrait ainsi prendre un contenu scientifique précis » (p. 212).

dial en trois éléments que, pour souligner leur appartenance organique à une totalité dont ils ne sont que les parties constitutives, nous appellerons, faute de mieux, des sous-systèmes.

B. *L'élément dominant.* — Parmi ces éléments de la structure du système mondial, il en est un qui occupe la position dominante, et cet élément est le sous-système capitaliste industriel. Cette dominance s'exerce à la fois sur le sous-système capitaliste préindustriel et sur le sous-système transitionnel<sup>12</sup>, quoique différemment.

\*

\*      \*

Une société A peut être tenue pour dominante vis-à-vis d'une société B si des rapports établis entre la première et la seconde découle nécessairement ce que nous appellerons un *contrôle* de celle-là sur celle-ci. Par « contrôle », nous entendons une emprise directe, une emprise qui, en dernière instance, se manifeste toujours par la maîtrise de la société A sur les forces productives de la société B, ou plus exactement par la maîtrise du groupe dominant de la société A sur les forces productives de la société B (puisque'il est évident que cette maîtrise ne peut être le fait d'une société tout entière). Et la maîtrise du groupe dominant de la société A sur les forces productives de la société B se traduit d'une part par une appropriation plus ou moins massive, par ce groupe, des moyens de production (les moyens de la production symbolique non moins que ceux de la production matérielle) qui sont en opération dans la société B, d'autre part par l'accès de ce groupe à la force de travail de cette société comme force productive achetable et exploitable.

Mais le contrôle n'est que l'une des formes de la dominance. L'autre forme réside en ceci : une société A peut être considérée comme dominante à l'égard d'une société B si elle est la source d'un *flux unilatéral d'influences* qui affectent celle-ci. Dans ces « influences », il convient de voir des sortes d'effets de « contamination » des rapports sociaux qui prévalent dans la société B par ceux qui prévalent dans la société A, contamination qui peut se produire même en l'absence d'un contrôle du genre de celui défini ci-dessus (exemple d'influences auxquelles on songe tout naturellement : les influences idéologiques<sup>13</sup>).

La dominance d'une société sur une autre peut ainsi consister soit en un contrôle de la première sur la deuxième, soit en un flux unilatéral d'influences qui émane de celle-là et pénètre celle-ci, soit enfin en un cumul de ces deux phénomènes.

\*

\*      \*

12. C'est afin d'éviter, chaque fois que possible, de fâcheuses longueurs que nous nous résignons, faute de pouvoir faire autrement, à employer, pour désigner le sous-système qui comprend les sociétés en transition entre le capitalisme d'Etat et le socialisme, ce terme « transitionnel ».

13. Attirant l'attention sur l'importance qu'a, pour les sociétés en transition entre le capitalisme d'Etat et le socialisme, « l'existence d'un *marché mondial capitaliste* et de *rapports sociaux capitalistes dominants à l'échelle mondiale* » [les soulignés sont de Charles Bettelheim], Charles Bettelheim remarque que « l'existence d'un système capitaliste mondial n'est d'ailleurs

La dominance du sous-système capitaliste industriel sur le sous-système capitaliste préindustriel se réalise à travers à la fois le contrôle et le flux unilatéral d'influences.

Qu'en est-il, tout d'abord, du contrôle ? Le sous-système capitaliste industriel se compose de sociétés dans lesquelles domine massivement le mode de production capitaliste parvenu à un certain stade de son développement, le stade industriel. Ce mode de production, à n'importe lequel de ses stades et tout particulièrement au stade industriel, a une vocation majeure : l'expansion. Celle-ci se manifeste notamment comme la tendance du capital à conquérir sans cesse de nouvelles sphères. Lorsque cette progression conquérante atteint le sous-système capitaliste préindustriel, elle atteint, en fait, des sociétés dans lesquelles domine également le mode de production capitaliste, mais un mode de production capitaliste qui en est encore à ce stade préindustriel qui est évidemment un stade inférieur à celui atteint dans les sociétés capitalistes industrielles. Autrement dit, ce qui se produit, c'est la mise en contact de sociétés de même nature (même mode de production dominant, et en particulier même rapport de production fondamental) parvenues à des niveaux qualitativement différents de développement de leurs forces productives. Le rapport des forces est ici on ne peut plus clair : l'inégalité est immédiatement inscrite dans ce rapport. C'est, pour ainsi dire dans toute sa pureté, la rencontre du pot de fer et du pot de terre. Par une sorte de loi d'airain implacable, des phénomènes de contrôle des sociétés capitalistes industrielles sur les sociétés capitalistes préindustrielles doivent nécessairement se faire jour.

Qu'en est-il, ensuite, du flux unilatéral d'influences ? Pour constater qu'un tel flux existe, il suffit de voir que cette existence est impliquée par celle du contrôle lui-même. Comment en effet cette lourde emprise qui forme le contrôle ne s'accompagnerait-elle pas de ces phénomènes de contamination sociale qui constituent le flux d'influences ? En instaurant et en exprimant à la fois un réseau de rapports de toutes sortes entre sociétés contrôlantes et sociétés contrôlées, le contrôle produit et reproduit, entre les premières et les secondes, des rapports de milieux émetteurs d'influences à milieux récepteurs d'influences.

\*

\*     \*

La dominance du sous-système capitaliste industriel sur le sous-système transitionnel se réalise, elle, à travers un flux unilatéral d'influences seulement.

Pour justifier l'inexistence d'un contrôle des sociétés capitalistes industrielles sur les sociétés en transition entre le capitalisme d'État et le socialisme, il suffira ici d'opposer la nature du rapport des forces entre les unes et les autres à la nature du rapport des forces qui, nous l'avons vu, existe entre les sociétés capitalistes industrielles et les sociétés capitalistes préindustrielles : le capitalisme, dont la tendance immanente à l'expansion se manifeste envers les sociétés en transition entre le capitalisme d'État et le socialisme comme envers les sociétés capitalistes préindustrielles, ne trouve dans ces sociétés de transition ni le même rapport de

pas seulement la source d'une pression « directement économique », elle est aussi la source d'une pression politique et idéologique. Cette pression s'exerce, par exemple, sur les modes de consommation... » (Charles Bettelheim, *Calcul économique et formes de propriété*, Paris, Maspero, 1970, 141 p., p. 83).

production fondamentale comme rapport dominant, ni des forces productives d'un niveau de développement qualitativement inférieur, c'est-à-dire qu'il ne trouve remplie, dans ces sociétés, aucune des deux conditions essentielles de contrôlabilité que nous avons soulignées dans le cas de la mise en contact des sociétés capitalistes préindustrielles avec les sociétés capitalistes industrielles ; au contraire, ce que rencontre le capitalisme industriel dans son mouvement d'expansion vers les sociétés en transition entre le capitalisme d'État et le socialisme, ce sont des structures sociales armées, pour ainsi dire, pour résister à la tendance des rapports entre sociétés capitalistes industrielles et sociétés en transition entre le capitalisme d'État et le socialisme, à se traduire par le contrôle de celles-là sur celles-ci.

En revanche, un flux d'influences « coule » des sociétés capitalistes industrielles vers les sociétés en transition entre le capitalisme d'État et le socialisme : les rapports sociaux qui prévalent dans ces dernières sont constamment l'objet de pressions émanant des rapports sociaux qui prévalent dans les premières. La raison essentielle en est que, si l'on envisage toute société comme une combinaison spécifique de systèmes de rapports sociaux, il apparaît une dissymétrie fondamentale entre d'une part la combinaison qui caractérise une société capitaliste industrielle (et même une société capitaliste tout court), et d'autre part la combinaison qui caractérise une société en transition entre le capitalisme d'État et le socialisme.

L'intelligence de cette dissymétrie nécessite un détour : elle nécessite la prise en considération du fait que chacun de ces deux types de sociétés relève, quant à sa constitution, d'un mode spécifique de passage d'un type de société à un autre. D'un côté, ce passage apparaît toujours comme lié au développement de *contradictions* particulières à la société envisagée : c'est là un premier processus, qu'il faut tenir pour un *invariant*. D'un autre côté, il y a un deuxième processus qui peut se développer *dans certains cas* parallèlement au premier : il s'agit du processus d'apparition, au sein de la société en question, du germe, de l'embryon, du système de rapports sociaux destiné à prévaloir au terme de l'évolution. Par exemple, dans l'acheminement d'une société féodale vers sa métamorphose en société capitaliste, on voit à l'œuvre *à la fois* les contradictions entre les éléments de la structure de cette société en son état précapitaliste et le développement des rapports sociaux capitalistes dans les « pores » (comme dit Marx) de cette société féodale (dans les villes principalement) ; tandis que l'observation d'une société capitaliste, quelles que soient les contradictions internes à la structure de cette société que cette observation révèle, ne permet pas, quoi qu'on en ait dit, de déceler le développement, au sein de cette société, de rapports sociaux socialistes<sup>14</sup>. Il s'ensuit que, mise en contact avec une société en transition entre le capitalisme d'État et le socialisme, une société capitaliste industrielle, et plus généralement — répétons-le — une société capitaliste tout court, se trouve être en rapport avec une société dans laquelle les rapports sociaux capitalistes entrent dans la combinaison de systèmes de rapports sociaux propres à ce type de société ; alors que, si l'on regarde les choses

14. Que cette particularité du passage au socialisme retienne l'attention. Elle est en effet fort remarquable, et sa méconnaissance peut grever d'erreurs graves l'étude de la transition dont il est question dans le présent travail. Contentons-nous ici de résumer en disant que, alors que la révolution bourgeoise est l'*aboutissement* du développement des rapports sociaux capitalistes, la révolution prolétarienne n'est que le *point de départ* du développement des rapports sociaux socialistes ; alors que les rapports sociaux capitalistes affirment leur présence *au sein* de sociétés dominées par des classes hostiles à cette présence, les rapports sociaux socialistes n'affirment la leur *qu'une fois qu'il a été mis fin* à la dominance des classes hostiles à cette présence.

dans l'autre sens, la dissymétrie apparaît en toute lumière : mise en contact avec une société capitaliste, une société en transition entre le capitalisme d'État et le socialisme se trouve en rapport avec une société dont la combinaison spécifique de systèmes de rapports sociaux n'abrite pas de rapports sociaux socialistes<sup>15</sup>.

D'où il résulte, d'une part, que le flux d'influences émanant des rapports sociaux qui prévalent dans les sociétés capitalistes trouve, dans les rapports sociaux capitalistes qui subsistent dans les sociétés en transition entre le capitalisme d'État et le socialisme, une espèce de *répondant*, de *récepteur*, de *milieu d'accueil* ; d'autre part, que le flux d'influences qui, émanant de ces sociétés de transition, pourrait tendre à véhiculer la pression des rapports sociaux socialistes vers les sociétés capitalistes, ne trouve dans celles-ci nul répondant analogue.

\*  
\*     \*

Le sous-système capitaliste industriel est donc un ensemble de sociétés qui, dans la structure du système mondial actuel, occupe la position d'élément dominant par rapport aux deux autres éléments de cette structure, le sous-système capitaliste préindustriel et le sous-système comprenant les sociétés en transition entre le capitalisme d'État et le socialisme, la dominance en question se réalisant selon une modalité différente pour chacun de ces deux derniers sous-systèmes.

## 2. LA STRUCTURE DE L'ÉLÉMENT DOMINANT

S'il est important d'avoir identifié, à travers l'analyse de la structure du système mondial contemporain, l'élément dominant dans cette structure, il ne l'est pas moins de s'interroger sur la structure de cet élément dominant lui-même. De fait, l'analyse de cette structure n'est pas seulement intéressante pour ce qu'elle peut nous apprendre sur son objet en lui-même, elle l'est aussi parce que la dominance même de l'élément dominant, la manière dont il domine, et la durabilité de cette dominance, dépendent de son organisation interne.

Cette organisation interne est-elle telle que l'élément en question, le sous-système capitaliste industriel, doive être considéré comme une entité *intégrée*, exempte de *contradictions antagoniques*, et au sein de laquelle s'exerce la *dominance* de l'une des sociétés (ou de plus d'une société) appartenant au sous-système ? Ou bien doit-on voir dans celui-ci un ensemble non intégré, avec les conséquences qui découleraient de cela quant aux contradictions et à la dominance à l'intérieur du sous-système ? Telle est la principale question à examiner ici.

15. De ce que, dans les sociétés capitalistes, la contradiction entre la tendance des forces productives à se développer et le carcan qu'opposent à ce développement les rapports de production caractéristiques de ces sociétés, se résout périodiquement, d'une manière partielle et provisoire, par l'émergence de phénomènes nouveaux tels que l'étatisation dans certains cas de la propriété, le recours à une certaine planification, etc., d'aucuns tirent la conclusion que ce sont là des « germes », des « préfigurations », etc., de socialisme. Rien n'est plus erroné que cette façon de voir. Ces « germes », ces « préfigurations », ne sont en réalité que les formes que revêtent, à l'intérieur du cadre capitaliste, les solutions que le capitalisme trouve à des contradictions parfois surmontées mais toujours renaissantes. Certes, ces solutions peuvent à l'occasion contribuer à préparer de loin le terrain au socialisme, à en faire naître certaines préconditions. Mais, précisément, il ne s'agit là que de préconditions, et en aucun cas de la mise en place d'un système concret de rapports sociaux existant *hic et nunc*. La distinction faite un peu plus haut entre le développement des contradictions d'une société et l'apparition d'un nouveau système de rapports sociaux au sein de cette société devrait prémunir contre la confusion.

Pour apporter à cette question certains éléments de réponse, et plus encore pour voir en détail comment elle se pose, on peut rappeler les grandes lignes d'un débat célèbre qui tourne autour du même problème et qui est connu comme « le débat sur la question de l'ultra-impérialisme ».

A. *Le problème de l'« ultra-impérialisme », les origines d'un débat.* — C'est à Karl Kautsky qu'il faut remonter pour retrouver l'origine de la controverse<sup>16</sup>. La thèse de Kautsky peut se résumer ainsi.

L'un des traits essentiels du mode de production capitaliste est que l'industrie s'y développe plus rapidement que l'agriculture ; mais le développement rapide de l'industrie exerce une forte pression dans le sens du développement de l'agriculture, parce que, pour son développement propre, l'industrie a besoin non seulement des produits alimentaires et des matières premières, mais également des clients, que lui fournit l'agriculture. Ce genre de rapports entre industrie et agriculture n'existe pas seulement entre le secteur industriel et le secteur agricole à l'intérieur d'un pays capitaliste ; on les retrouve aussi à l'échelle mondiale, entre les pays capitalistes industrialisés et les zones agricoles du globe.

Or, si la tendance des sociétés capitalistes industrialisées à entretenir avec ces zones agricoles de tels rapports est une constante, la *forme* que cette tendance peut prendre est, elle, variable.

On a ainsi assisté à la prédominance d'une *première forme*, le *libre échange*, dans les rapports de l'Angleterre, forte de la supériorité de son industrie, avec le reste du monde : le libre échange « était alors le moyen le plus important par lequel cette zone agricole pouvait être étendue continuellement en accord avec les besoins de l'industrie anglaise ...<sup>17</sup> ».

Mais il peut arriver qu'un tel système engendre sa propre négation : d'une part, il se produit dans le pays agraire dominé une réaction tendant à assurer la création d'une industrie autonome ; et d'autre part, la pénétration même du capital étranger dans ce pays, par les forces productives nouvelles qu'elle développe, prépare le terrain à l'émergence d'une telle industrie autonome. « Il dépend alors principalement du pouvoir politique de l'État qu'une industrie capitaliste autonome se développe<sup>18</sup>. » Précisément, il s'est trouvé un certain nombre d'États dont le pouvoir s'est avéré très vite capable d'opposer à l'industrie anglaise un certain nombre de mesures propres à favoriser le passage du statut d'État agraire à celui d'État industriel : ce furent tout d'abord les États d'Europe occidentale et l'Est des États-Unis. L'apparition de ces nouveaux venus imposa à l'Angleterre la substitution, à l'ancienne division du travail entre un centre industriel unique et le reste du monde, le partage de la partie de la planète demeurée encore agraire entre l'ensemble des puissances industrielles. Ce fut l'*impérialisme, deuxième forme* prise par les rapports entre pôles industriels et secteurs agraires à l'échelle mondiale.

Mais cette forme comporte à son tour cette contradiction majeure qui fait que, de par la logique de la domination impérialiste, une coûteuse rivalité se développe

16. Voir le texte, qui est l'un de ceux dans lesquels Kautsky expose sa conception, qu'a publié le *Neue Zeit* du 11 septembre 1914, et dont la traduction anglaise figure, sous le titre « Ultra-imperialism », dans la *New Left Review*, janvier-février 1970, p. 41-46.

17. *Ibid.*, p. 42.

18. *Ibid.*, p. 43.

entre les dominants, au point que ceux-ci en arrivent à se livrer une concurrence militaire (course aux armements notamment) lourde de dangers pour le capitalisme lui-même. Aussi, cette rivalité ne persistera-t-elle que si le capitalisme en a absolument besoin, si la course aux armements lui est absolument nécessaire. Or, il n'en est rien : les plus développés des pays agraires opposent à la domination des pays industrialisés une contestation face à laquelle la classe capitaliste a intérêt à s'unir ; l'opposition du prolétariat des pays industrialisés aux augmentations d'impôts nécessitées par la politique impérialiste a le même effet ; enfin, les charges entraînées par la course aux armements et l'expansion coloniale menacent le rythme de croissance de l'accumulation du capital et de l'exportation de capitaux, c'est-à-dire la base même de l'impérialisme. Il suit de là qu'il n'y a nulle nécessité économique (Kautsky souligne « économique<sup>19</sup> ») à la poursuite de la politique mondiale du capitalisme sous sa forme impérialiste ; au contraire, il peut se produire que les plus grands États industriels mettent un terme à leur rivalité, concluent une Sainte-Alliance, se fédèrent même, bref s'unissent en une sorte d'impérialisme pacifié, l'*ultra-impérialisme*.

\*  
\*   \*  
\*

On sait quel sort Lénine a fait à cette thèse. Dans *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*<sup>20</sup>, il la soumet à la critique la plus acerbe. Il rappelle que les rapports interimpérialistes sont régis par la seule loi du rapport des forces. « Il est inconcevable [souligné par Lénine] en régime capitaliste que le partage des zones d'influence, des intérêts, des colonies, etc., repose sur autre chose que la force [souligné par Lénine] de ceux qui prennent part au partage, la force économique, financière, militaire, etc.<sup>21</sup> ». Or, le rapport des forces ne se fige jamais : il change au contraire constamment, et ce en raison de l'action permanente et souveraine de cette loi fondamentale du mode de production capitaliste qu'est la loi du développement inégal. « Les forces respectives de ces participants au partage varient d'une façon inégale, car il ne peut y avoir en régime capitaliste de développement uniforme [souligné par Lénine] des entreprises, des trusts, des industries, des pays<sup>22</sup>. » Lénine insiste beaucoup sur la « variété prodigieuse des conditions économiques et politiques », la « disproportion extrême dans la rapidité du développement des différents pays, etc.<sup>23</sup> ». En outre, ces traits caractéristiques du capitalisme en général ne font que s'accuser à l'époque de l'impérialisme. « Le capital financier et les trusts n'affaiblissent pas, mais renforcent les différences entre le rythme de développement des divers éléments de l'économie mondiale<sup>24</sup>. » Dès lors, il est inévitable que se crée une « disproportion entre, d'une part, le développement des forces productives et l'accumulation des capitaux, et, d'autre part, le partage des colonies et des « zones d'influence » pour le capital financier<sup>25</sup> ». Et une telle disproportion appelle un réajustement qui remet en question le *statu quo*, secoue les

19. Kautsky, « Ultra-imperialism », dans *New Left Review*, janvier-février 1970, p. 44.

20. Nous nous référons à ce texte en utilisant : Lénine, *Œuvres*, t. XXII : *Décembre 1915-juillet 1916*, Paris, Editions Sociales, et Moscou, Editions en Langues étrangères, 1960, 420 p., p. 201-327.

21. *Ibid.*, p. 318.

22. *Ibid.*

23. *Ibid.*, p. 295.

24. *Ibid.*

25. *Ibid.*, p. 297.

précédentes alliances interimpérialistes, leur substitue des rapports interimpérialistes dans lesquels dominent « les frictions, les conflits et la lutte sous toutes les formes possibles et imaginables <sup>26</sup> », bref met en pleine lumière le jeu des contradictions du capitalisme mondial.

Il y a ainsi alternance « de lutte pacifique et de lutte non pacifique sur *une seule et même base* [souligné par Lénine], celle des liens et des rapports impérialistes de l'économie mondiale et de la politique mondiale <sup>27</sup> » ; « les *formes* de la lutte peuvent changer et changent constamment pour des raisons diverses, relativement temporaires et particulières, alors que l'*essence* de la lutte, son *contenu* de classe, ne *saurait* vraiment changer tant que les classes existent <sup>28</sup> » (tous ces soulignés sont de Lénine). Il ne peut pas y avoir d'impérialisme définitivement pacifié, débarrassé de ses contradictions antagoniques ; il ne peut pas y avoir d'ultra-impérialisme : seule existe la succession ininterrompue de « périodes de paix impérialiste » et de « périodes de guerres impérialistes <sup>29</sup> ».

\*  
\*   \*  
\*

L'histoire du quart de siècle qui a suivi le moment où cette controverse a eu lieu, c'est-à-dire en gros le quart de siècle qui a suivi la Première Guerre mondiale a, on le sait, donné raison à Lénine : la période s'ouvrit et se termina par deux conflagrations d'une envergure sans précédent, et elle fut traversée de part en part par des conflits aussi nombreux que profonds, le tout tournant autour de ces rivalités interimpérialistes dont Kautsky avait cru pouvoir annoncer la fin prochaine. Mais les lendemains de la Deuxième Guerre mondiale allaient voir apparaître un phénomène auparavant inconnu : l'émergence d'un impérialisme (l'impérialisme américain) dépassant en puissance les autres impérialismes dans des proportions jamais vues. On n'avait plus affaire à des impérialismes, certes inégaux mais au poids malgré tout comparables, entre lesquels la loi du développement inégal changeait le rapport des forces sans que l'un d'eux parût prendre sur les autres une avance irréversible ; il y avait désormais, au contraire, un impérialisme si nettement dominant dans le sous-système capitaliste industriel que l'on était fondé à se demander si on ne se trouvait pas en présence d'une situation historique inédite. Car il faut noter que ce que la réponse de Lénine à Kautsky prouvait et ce que les affrontements des trois décennies suivantes confirmaient, c'était surtout le fait que des impérialismes de puissance comparable ne pouvaient pas *se fédérer* en une sorte de consortium pacifique, contrairement à ce qu'avait pensé Kautsky. Mais cela voulait-il également dire que, étant donné l'apparition à un moment donné d'un impérialisme incommensurablement plus fort que les autres, cet impérialisme ne pourrait pas *les fédérer* d'une manière ou d'une autre ? Question nouvelle qui invitait à reprendre le vieux débat mais en adaptant les termes à l'état spécifique de la structure du système mondial de l'après-guerre.

26. Lénine, *Œuvres*, t. XXII, p. 318.

27. *Ibid.*, p. 319.

28. *Ibid.*, p. 273.

29. *Ibid.*, p. 319.



B. *Le problème de l'« ultra-impérialisme » aujourd'hui.* — Une discussion récente entre Ernest Mandel et Martin Nicolaus nous offre à ce propos un bon exemple<sup>30</sup>.

\*

\*   \*   \*

Pour Mandel, « après avoir, un siècle durant, tiré profit du jeu de la loi du développement inégal, les États-Unis en sont désormais devenus la victime<sup>31</sup> ». Dès la fin de la dernière grande guerre, les autres grands capitalismes, ceux de l'Europe occidentale et du Japon, n'ont cessé de livrer au capitalisme américain une concurrence économique qui a d'année en année transformé le rapport des forces en leur faveur<sup>32</sup>.

Certes, les États-Unis continuent à bénéficier d'une certaine supériorité sur leurs rivaux, et l'on peut même arguer qu'il y a une tendance au renforcement de cette supériorité à certains égards, comme par exemple en ce qui a trait à la prédominance des entreprises américaines dans le mouvement d'internationalisation de l'activité économique par concentration et centralisation du capital à l'échelle mondiale. Mais cette supériorité, qu'elle se maintienne, qu'elle décline ou qu'elle s'accroisse, n'a pas le caractère d'une supériorité absolue mais est seulement relative en ce sens que « la propriété indépendante du capital, le contrôle indépendant du « marché intérieur » et l'usage indépendant du pouvoir d'État, sont toujours des caractéristiques fondamentales des impérialistes européens et japonais<sup>33</sup> ». Aussi peut-on dire que les rapports interimpérialistes restent le lieu du déploiement de contradictions antagoniques entre les grands pays capitalistes.

\*

\*   \*   \*

Nicolaus ne nie pas l'existence de ces contradictions ni qu'elles puissent même gagner en acuité, mais il semble opposer une fin de non-recevoir à l'idée qu'elles puissent être qualifiées d'antagoniques. En premier lieu, dit-il en substance, le monde capitaliste développé est aujourd'hui profondément unifié par l'intégration économique qu'il connaît, l'« intégration des capitaux » : il y a déjà là une limite sérieuse au développement des contradictions interimpérialistes, car ce développement générateur de crises ne peut être recherché, bien au contraire, par tel ou tel capitalisme, étant donné que toute crise dans un secteur donné du capitalisme mondial tendra inéluctablement à frapper l'ensemble des autres secteurs de ce capitalisme<sup>34</sup>. En second lieu, ce que cette intégration économique associe, ce ne sont pas des entités égales, il s'en faut de beaucoup ; ce sont au contraire des entités parmi lesquelles le capitalisme américain émerge comme étant un partenaire massivement dominant : tout d'abord, la banque américaine domine dans le mou-

30. Cette discussion ne porte pas seulement sur le problème qui nous occupe, celui de l'ultra-impérialisme. En en dégageant les points relatifs à ce dernier problème, nous en extrayons donc certains éléments en en laissant d'autres de côté.

31. Ernest Mandel, *Europe vs America : Contradictions of Imperialism*, New York et Londres, Monthly Review Press, 1970 (édit. allemande : 1968), 160 p., p. 7.

32. Le point de vue de Mandel est exposé aussi (outre l'ouvrage cité dans la note précédente) dans son article « Where is America Going ? », *New Left Review*, n° 54, mars-avril 1969, p. 3-15.

33. Ernest Mandel, « The Laws of Uneven Development », *New Left Review*, n° 59, janvier-février 1970, p. 19-38.

34. Martin Nicolaus, « The Universal Contradiction », *New Left Review*, n° 59, janvier-février 1970, p. 3-18.

vement de concentration et de centralisation du capital à l'échelle mondiale ; ensuite, du fait du rôle international du dollar, les États-Unis ont la haute main sur les mécanismes monétaires internationaux ; enfin, les investissements directs des capitalistes américains dans le monde, et en particulier en Europe et au Japon, leur donnent sur leurs concurrents des avantages décisifs. En troisième lieu, étant donné l'inévitabilité d'une escalade qui, en cas d'accentuation des contradictions économiques entre capitalismes, mènerait logiquement ceux-ci à l'affrontement militaire, il y a là un autre élément, et un élément de taille, qui limite la marge dans laquelle ces contradictions économiques sont susceptibles de se développer : car comment les capitalismes européens et japonais pourraient-ils représenter une menace économique réelle pour l'impérialisme américain alors que ce dernier dispose, par rapport à ces concurrents, d'une avance militaire si massive, si absolue <sup>35</sup> ?

Il en résulte que, « au lieu d'une indépendance croissante des capitalismes d'Europe et du Japon, nous avons toutes les chances de les voir de plus en plus assujettis au capitalisme américain. Les exemples de la Grande-Bretagne et de la France, dont les économies sont virtuellement sujettes aux diktats financiers américains, plutôt que l'exemple de la République fédérale allemande, qui fait encore preuve à tout le moins d'un vestige d'autonomie économique sinon d'une autre forme d'autonomie, sont destinés, selon toute vraisemblance, à devenir de plus en plus la règle. La réouverture des portes du Japon à l'investissement de capitaux américains, probablement dictée au capital japonais via le Pentagone (le Japon dépend d'une manière vitale du commerce mais n'a pas de marine indépendante), bien que cela se fasse sur la base d'un partage équitable avec le patronat japonais, rappelle les accords du type France-Algérie ou États-Unis-Venezuela. Que ce soit à travers son monopole militaire ou son contrôle sur le système monétaire international, à travers la banque ou les investissements, le capital américain semble destiné à concentrer et centraliser entre ses mains une proportion croissante de l'activité économique du monde capitaliste tout entier, réduisant par là les autres États capitalistes industriels au statut de satellites, de partenaires mineurs, impérialistes mais eux-mêmes impérialisés (*imperialized*) ; de métropoles colonisées... Une ligne de continuité joint ainsi les États du Tiers Monde aux petites nations industrielles, même alors que les contradictions entre eux gagnent en acuité <sup>36</sup>. » Ce processus « réduit de plus en plus les bourgeoisies périphériques au rang de vice-consuls... <sup>37</sup> ».

\*

\*   \*   \*

Nous avons reproduit cette longue citation de Nicolaus parce qu'elle fait bien ressortir le fond du débat : elle résume la conclusion de cet auteur et elle constitue ce à quoi Mandel s'oppose en fin de compte.

Donnons à ce dernier, à son tour, la parole : « Les racines méthodologiques des erreurs de Nicolaus résident dans une incapacité de distinguer les changements quantitatifs des changements qualitatifs, une supériorité relative d'une supériorité absolue, le commencement d'un processus de son résultat final. Elles sont liées

<sup>35</sup>. Martin Nicolaus, « The Universal Contradiction », *New Left Review*, n° 59, janvier-février 1970, p. 8-14 et 15-16.

<sup>36</sup>. *Ibid.*, p. 15-16.

<sup>37</sup>. *Ibid.*, p. 16.

à une grossière sous-estimation de l'*État* [souligné par Mandel] comme l'instrument majeur de défense des intérêts de classe capitalistes aujourd'hui (contre leurs ennemis de classe, contre les concurrents étrangers, et contre la menace recelée par la nature explosive des contradictions internes du système)... Le rapport des forces entre diverses puissances impérialistes peut évoluer nettement en faveur de l'une et au détriment des autres. Une supériorité relative, de caractère massif, sur le continent européen, revenait à l'Allemagne, dans les périodes 1900-1916 et 1937-1944, et à la France dans la période 1919-1923. Mais cela ne transforme pas les concurrents de la puissance prédominante en nations *semi-coloniales* [souligné par Mandel], qui ont perdu le contrôle sur les moyens de production de leur pays. De telles nations semi-coloniales apparaissent seulement quand en fait *les industries clés et les banques clés du pays sont appropriées ou contrôlées par des capitalistes étrangers* [souligné par Mandel], et quand *pour cette raison* [souligné par Mandel], l'État lui-même, fondamentalement, protège les intérêts de la classe impérialiste étrangère contre ceux de la bourgeoisie « autochtone ». Telle est la situation en Grèce, au Brésil, au Ghana ou en Iran aujourd'hui. De toute évidence, ce n'est pas la situation en France, en Grande-Bretagne ou en Italie, sans parler du Japon ou de l'Allemagne occidentale. Des changements quantitatifs dans le rapport des forces entre puissances impérialistes sont une chose ; un changement qualitatif de statut, la transformation d'un pays impérialiste en un pays semi-colonial (comme cela se serait produit en France, si l'Allemagne avait gagné la Seconde Guerre mondiale, ou comme cela se serait produit en Allemagne occidentale si la tendance des années 1945-1947 s'était maintenue et si la « guerre froide » n'avait pas pris fin) est tout à fait autre chose. Il n'y a pas la moindre preuve montrant que l'impérialisme américain contrôle plus de dix pour cent des moyens de production industriels, et encore bien moins des moyens financiers d'échange, d'une autre puissance impérialiste (à l'exception du Canada, qui est en vérité un cas limite). Pour cette raison, il n'y a pas la moindre preuve que ces puissances ont perdu l'essentiel de leur indépendance comme puissances impérialistes et sont devenues des semi-colonies américaines<sup>38</sup>. »

\*

\*      \*

On ne saurait, on le voit, trouver thèses plus diamétralement opposées que celles de Mandel et de Nicolaus. Si ces deux auteurs s'accordent sur le fait de la dominance de la société américaine au sein du sous-système capitaliste industriel, là s'arrête leur convergence : le premier analyse cette dominance comme une dominance « relative », c'est-à-dire une dominance qui n'a pas atteint le point de non-retour à partir duquel les autres sociétés appartenant au sous-système deviennent intégrées à celui-ci d'une manière qui ne leur laisse plus d'autonomie, ce qui fait que cette dominance et le type d'intégration « relative » qui lui correspond laissent place au développement de contradictions qui, étant donné les vicissitudes de l'inégal développement des sociétés concernées, sont destinées à prendre périodiquement un caractère antagonique et à exercer « tendanciellement » sur le sous-système une action désarticulante ; le second de nos deux auteurs analyse au contraire cette dominance comme une dominance « absolue », c'est-à-dire une domi-

38. Ernest Mandel, « The Laws of Uneven Development », *New Left Review*, n° 59, janvier-février 1970, p. 31-32.

nance qui a atteint précisément ce point de non-retour, avec la conséquence que les contradictions susceptibles de se développer dans le sous-système capitaliste industriel ne peuvent plus revêtir un caractère antagonique ni donc menacer sérieusement l'unité de ce sous-système et la dominance de la société américaine en son sein.

De telles divergences rappellent à l'attention la complexité de ce qui fait l'objet de l'investigation. En effet, l'observation ne s'applique à rien moins qu'à l'ensemble des données de l'histoire contemporaine, aux tendances profondes du devenir du monde d'aujourd'hui. Le moins que l'on puisse dire alors est que l'on est en présence d'une réalité dont l'élucidation s'avère d'autant plus difficile que les aspects en sont aussi nombreux que mouvants, au niveau où la recherche peut actuellement les saisir. Bref, il s'agit là d'un problème dont il y a lieu de dire que, loin d'être résolu, il ne fait en ce moment que se poser, en ce sens qu'on le voit formuler en des termes de plus en plus précis, ou, si l'on préfère, de moins en moins vagues. Montrer, fût-ce rapidement, quels sont ces termes : voilà la limite que nous nous sommes imposée.

## II. DES CONTRADICTIONS DU SYSTÈME MONDIAL

Il n'est nul besoin d'insister sur l'idée que, à scruter la structure du système mondial dont nous esquissons l'étude, l'on repérerait aisément une très vaste constellation de contradictions : des contradictions fort nombreuses et articulées de la manière la plus complexe. L'analyse d'une telle constellation constituerait à elle seule une tâche de très grande envergure, à laquelle il ne saurait être question de s'attaquer dans les limites d'un travail tel que celui-ci, c'est-à-dire d'un travail simplement exploratoire. De fait, ce que l'on trouvera ci-dessous, ce ne seront guère plus que des notes sur celles des contradictions mondiales qui paraissent devoir retenir le plus immédiatement l'attention.

### 1. QUELQUES CONTRADICTIONS

La première de ces contradictions est une contradiction dont l'intelligence nécessite que l'on parte du système mondial tel qu'il était antérieurement à l'apparition de la première société en transition entre le capitalisme d'État et le socialisme, la société soviétique.

Ce système peut être analysé, schématiquement, comme étant polarisé, pour parler comme Kautsky, en une « zone industrialisée » et une « zone agraire <sup>39</sup> ». Le développement des forces productives dans la « zone industrialisée », c'est-à-dire dans le sous-système capitaliste industriel d'alors, entraînait, du fait de la tendance à l'expansion qui, nous l'avons vu, est une tendance inhérente au mode de production capitaliste, une conséquence inéluctable : la « zone agraire » se trouvait exposée à une pénétration plus ou moins rapide par le capitalisme. Ce qui se produisait alors, c'était que celui-ci donnait en quelque sorte le branle aux forces productives de ce monde rural : ces forces, désormais libérées dans une mesure plus ou moins grande, se mettaient à se développer peu ou prou, en tout cas assurément plus qu'elles ne l'avaient fait auparavant, dans des sociétés plus ou moins stagnantes. Mais le mouvement même par lequel le sous-système capitaliste

39. Cf. Karl Kautsky, *op. cit.*

industriel « réveillait » les forces productives du reste du monde impliquait l'établissement, entre celui-là et celui-ci, de rapports de domination dont l'un des effets essentiels était de donner naissance à ces mécanismes de blocage du développement de la « zone agraire » que l'on a si souvent inventoriés dans la littérature relative au « sous-développement <sup>40</sup> ». Le contact entre le capitalisme industriel et le secteur rural de la planète était pour ce dernier un facteur à la fois de « mise en marche » des forces productives et d'accumulation d'obstacles à la poursuite « normale » de cette marche. Autrement dit, si, « tendanciellement », le capitalisme industriel remplissait bien, d'un côté, sa fonction de libérateur des forces productives à l'échelle mondiale, il se trouvait occuper, d'un autre côté, la position dominante dans un système de rapports mondiaux générateurs de freinages spécifiques du développement des forces productives des sociétés occupant dans ce système de rapports la position de sociétés dominées <sup>41</sup>.

Cette contradiction entre l'impulsion donnée aux forces productives de ces dernières sociétés par le capitalisme industriel et le réseau de rapports bloquants dans lequel ce même capitalisme enserrait les sociétés en question, surdéterminait l'apparition au sein de celles-ci de contradictions qui, moyennant la conjonction avec d'autres conditions, finissaient par trouver leur solution dans le passage à la forme d'organisation sociale caractéristique de la transition du capitalisme d'État au socialisme. La constitution progressive, en ce vingtième siècle, du sous-système comprenant les sociétés en transition entre le capitalisme d'État et le socialisme, apparaît ainsi comme étant l'effet de la contradiction mondiale dont il s'est agi ci-dessus.

Dans le cadre du système mondial actuel, celui de la deuxième moitié du siècle, cette contradiction continue naturellement à « travailler ». L'effet en est exprimé par cette interrogation objectivement inscrite dans le registre des possibles que recèle l'évolution des sociétés appartenant au sous-système capitaliste pré-industriel : c'est l'interrogation « développement du capitalisme préindustriel vers le capitalisme industriel, ou passage du capitalisme préindustriel à la transition entre le capitalisme d'État et le socialisme ». Cela renvoie, on s'en rend compte, à cette dimension considérable de l'histoire contemporaine qui est celle du mou-

40. Voir par exemple Samir Amin, *l'Accumulation à l'échelle mondiale : critique de la théorie du sous-développement*, Paris, Editions Anthropos, et Dakar, I.F.A.N., 1970, 591 p. ; et les trois numéros spéciaux consacrés à cette question des blocages par la revue *Tiers Monde*, t. VII, n° 26, avril-juin 1966 ; t. VIII, n° 29, janvier-mars 1967, et t. VIII, n° 30, avril-juin 1967.

41. La nature profondément dialectique de cette réalité est escamotée toutes les fois que l'on conçoit les rapports entre les pôles les plus développés et les pôles les moins développés du monde comme des rapports qui n'engendrent dans ces derniers pôles que des obstacles au développement des forces productives ou qui, à l'inverse, ne font qu'y favoriser un tel développement. Mais en parlant, comme nous venons de le faire, de deux conceptions opposées qui manquent l'une comme l'autre le caractère dialectique du phénomène dit du sous-développement, nous désignons en réalité deux choses bien différentes. En effet, alors que la première de ces deux conceptions n'est défendue telle quelle par personne, et que, dans la formulation que nous en avons donnée, elle ne représente qu'une conception possible (et possible seulement comme cas limite), la deuxième conception au contraire est, elle, bien réelle et est couramment avancée ; il s'agit de la perspective dont on peut dire qu'elle est la plus fréquemment adoptée aujourd'hui dans les études sur le « développement » et surtout la « modernisation » ; c'est la perspective « diffusionniste » qu'on trouve, par exemple, dans Daniel Lerner, *The Passing of Traditional Society : Modernizing the Middle East*, Glencoe, The Free Press, 1958, xiv-466 p. ; dans Wilbert E. Moore et Arnold S. Feldman (édit.), *Labor Commitment and Social Change in Developing Areas*, New York, Social Science Research Council, 1960, xvi-378 p. ; dans Marion J. Levy, Jr., *Modernization and the Structure of Societies : A Setting for International Affairs*, 2 vol., Princeton, Princeton University Press, 1966, xx-374 p. et xii-480 p., etc.

vement social susceptible de prévaloir dans le sous-système capitaliste préindustriel et des formes d'organisation sociale sur lesquelles ce mouvement pourrait déboucher.

\*

\*     \*

La deuxième grande contradiction mondiale réside dans la *tendance de la production à se développer plus rapidement que le marché*.

Ce n'est pas une abstraction que de raisonner en termes de production mondiale et de marché mondial : au contraire, le niveau atteint de nos jours par les échanges marchands à l'échelle planétaire impose de mettre en regard l'une de l'autre la masse de biens et services produite dans le monde et la capacité d'absorption du marché mondial. Or, il est aujourd'hui patent, et la situation de crise ou de paracrise des mois que nous traversons (été-automne 1971) en est l'illustration la plus récente et la plus spectaculaire, que cette capacité d'absorption est inférieure à la capacité de production et d'échange à laquelle elle est censée répondre. De limité ou inexistant qu'il était au lendemain de la dernière guerre mondiale, le décalage entre ces deux capacités a progressivement pris de l'ampleur au cours des deux dernières décennies, pour atteindre maintenant le niveau critique ou paracritique auquel il est parvenu. Tout se passe donc comme si c'était seulement dans des conditions de pénurie créées par ce facteur exogène que sont les destructions dues aux conflits militaires que la capacité productive mondiale et le marché mondial peuvent s'ajuster tant soit peu l'un à l'autre. Dès la résorption de la surcapacité d'absorption des lendemains de guerre, de cette surcapacité liée à une conjoncture exceptionnelle, la tendance est à la réapparition d'une sous-capacité d'absorption à caractère chronique.

C'est bien entendu le sous-système capitaliste industriel qui, par sa prépondérance considérable dans la production et les échanges mondiaux <sup>42</sup>, contribue le plus, et de très loin, à déterminer l'existence, la nature et le degré d'acuité de cette contradiction mondiale entre production et marché. Le système mondial actuel est par conséquent « miné » par cette contradiction qui, en temps « normal », fait régner une tendance permanente à une surproduction infracritique (de niveau inférieur à celui qui provoquerait une crise), et qui, périodiquement, éclate en crises de surproduction proprement dites.

\*

\*     \*

Troisième grande contradiction : *celle qui oppose la tendance à ce que l'on appellera ici la transterritorialisation des unités économiques, à la division du monde en cadres territoriaux individualisés correspondant aux États (ou aux complexes d'États)*.

L'unité économique est le lieu élémentaire de la mise en œuvre concrète des forces productives dont la combinaison permet une production donnée : il s'agit de ce qui est désigné communément comme l'« entreprise ».

On sait aujourd'hui, par la littérature déjà abondante sur les « entreprises », « firmes », etc., « internationales », « plurinationales », « multinationales », etc., sur ce que Maurice Byé a appelé la « grande unité interterritoriale <sup>43</sup> », sur l'« inter-

42. Voir à ce sujet Pierre Jalée, *l'Impérialisme en 1970*, Paris, Maspero, 1969, 232 p.

43. Cf. Maurice Byé, *Relations économiques internationales*, 3<sup>e</sup> éd., Paris, Dalloz, 1971, xvi-1111 p., notamment p. 323-325.

nationalisation », la « transnationalisation », etc., de la production, que le développement du mode de production capitaliste implique le développement, sous l'effet du mouvement de concentration et de centralisation du capital dû à l'influence combinée de la concurrence et du progrès technologique, d'unités économiques de dimensions telles que leur champ d'activité tend à déborder les frontières des territoires étatiques : d'où le terme « transterritorialisation ». Les unités économiques transterritoriales tendent à définir des cadres économiques, des espaces si l'on veut, qui leur sont propres, et qui ne concordent pas avec les cadres formés par les États territoriaux.

Mais les États sont eux aussi des cadres économiques que tendent à consolider, en règle générale après avoir contribué à les créer, d'autres forces inhérentes au mode de production capitaliste, celles qui tendent à délimiter, dans l'aire du capitalisme mondial, des marchés individualisés : ces forces ne sont pas, dans l'état actuel des choses, moins puissantes que celles qui poussent à la transterritorialisation.

D'où cette contradiction entre deux tendances également liées, l'une et l'autre, à la logique du développement capitaliste. En d'autres termes, il ne s'agit pas de s'empresser d'opposer un mouvement de transterritorialisation dans lequel on verrait une « tendance profonde » du capitalisme, à l'existence d'entités étatiques dans lesquelles on verrait par contre de simples « survivances », des sortes d'« épiphénomènes », déjà condamnés par cette transterritorialisation. Le problème apparaît beaucoup plus complexe si l'on s'en tient aux données présentes, c'est-à-dire si l'on évite ces plongées spéculatives vers l'avenir auxquelles, dans ce domaine comme sur d'autres points, d'aucuns se livrent trop souvent sans grand souci de les étayer. La seule évidence que l'analyse permet actuellement de dégager est qu'il existe bien une contradiction, et une contradiction essentielle, entre les deux réalités dont il est question.

## 2. LA CONTRADICTION SOUCHE

Les trois contradictions que l'on vient de passer en revue, et qui, soulignons-le de nouveau, loin de constituer la totalité des contradictions mondiales ni même l'ensemble des grandes contradictions qui pourraient être relevées, ne sont au contraire que celles auxquelles il a paru nécessaire et possible de se limiter dans le cadre de cette esquisse, apparaissent comme « travaillant » aujourd'hui le système mondial chacune selon un mode d'action qui lui est propre et avec des conséquences spécifiques. Pourtant, il semble, à la réflexion, que l'on soit fondé à rechercher un principe unitaire d'analyse de la constellation de ces contradictions et des liens qui unissent celles-ci et articulent leurs modes respectifs d'action. De fait, il est possible de représenter toutes ces contradictions comme de simples expressions, de simples manifestations, d'une contradiction unique qui occupe la position de contradiction centrale : une contradiction souche.

\*

\*       \*

Les termes de cette contradiction souche sont les forces productives mondiales actuelles et les rapports de production mondiaux actuels, c'est-à-dire les forces productives et les rapports de production qui sont caractéristiques d'un système mondial dominé par le sous-système capitaliste industriel, et, de là, par le mode de production capitaliste.

En effet, le premier terme de chacune de nos trois contradictions renvoie à ces *forces productives* dont la nature et le développement sont surdéterminés par la dominance du mode de production capitaliste à l'échelle mondiale : forces productives dont le développement à partir du sous-système capitaliste industriel « secoue » la « zone agraire » mais en bloque simultanément le développement ; forces productives dont le développement, partout, et surtout au sein du sous-système capitaliste industriel, se traduit naturellement par l'accroissement de la masse de biens et de services produits ; forces productives, enfin, dont le développement tend à transterritorialiser de plus en plus les unités économiques.

Et le second terme de chacune de ces contradictions renvoie aux *rapports de production* mondiaux de caractère capitaliste qui sont ceux d'un système mondial dominé par le mode de production capitaliste : rapports de production capitalistes que ces rapports qui, aujourd'hui comme hier, se nouent entre la « zone industrialisée » et la « zone agraire », et déterminent à la fois la diffusion de l'impulsion au développement et le blocage de ce développement ; rapports de production capitalistes, également, que ces rapports de marché, ces rapports marchands, à l'échelle mondiale, qui font des besoins solvables, de ces besoins qui sont les seuls que le capitalisme puisse satisfaire, une masse de besoins qui tend constamment à être inférieure à celle que pourrait satisfaire la masse de valeurs d'usage produite et plus encore celle qui est productible dans les conditions technologiques du moment ; rapports de production capitalistes, enfin, que ces rapports entre ces « aires de domination de classe », plus spécifiquement ces « chasses gardées bourgeoises », que sont en leur essence les « États », les « nations », les « pays », etc., c'est-à-dire ces entités arbitrairement séparées dont la délimitation et la redélimitation au cours du temps dépendent de l'évolution du rapport des forces entre les classes dominantes des diverses sociétés.

\*

\*     \*

Bref, *contradiction entre la tendance au développement des forces productives à l'échelle mondiale et la tendance des rapports de production mondiaux de caractère capitaliste à constituer un « carcan » qui inhibe ce développement* : telle est la formulation (dont le caractère « classique » signifie seulement qu'à notre époque les « vieilles » contradictions du mode de production capitaliste se retrouvent tant et plus au niveau mondial) que l'on peut en fin de compte retenir pour désigner la contradiction du système mondial contemporain, contradiction dont les diverses contradictions que révèle une analyse plus détaillée sont comme des ramifications.

## CONCLUSION

En prenant, par une décision méthodologique, le parti de rompre avec la perspective selon laquelle la « société globale » est le *nec plus ultra*, si l'on ose dire, de l'analyse du social, et de partir de la scène planétaire traitée comme une totalité structurée, nous avons appelé à l'existence, pour nous exprimer ainsi, ce constructum qu'est le « système mondial ».

Ce constructum a certes permis une mise en ordre de certaines données relatives à divers phénomènes dont cette scène planétaire est le siège. Mais il était



moins important de produire ici des propositions substantielles sur la nature de l'objet étudié que d'illustrer une méthode en la testant concrètement.

Aussi, le présent travail aura-t-il atteint son but si, contribuant à montrer la productivité scientifique de cette approche, il encourage à la reprendre, à l'affiner et à en systématiser l'usage.

#### RÉSUMÉ

À l'époque actuelle, la scène planétaire n'est pas telle que la décrit l'approche des « relations inter-nationales » : une juxtaposition d'entités ; elle consiste au contraire en un système mondial, dont les sociétés globales, ou les ensembles de sociétés globales, sont les parties constitutives. L'auteur propose ici de premiers éléments d'analyse de ce système mondial. À cet effet, il définit les ensembles de sociétés qu'un premier travail de catégorisation permet de distinguer : ensembles qui sont appelés « sous-systèmes ». Ensuite sont étudiés les rapports qui existent entre ces sous-systèmes, notamment en termes de dominance et de subordination. Enfin sont dégagées les contradictions majeures du système mondial actuel, contradictions dont la pluralité s'avère du reste réductible à la contradiction fondamentale qui oppose le développement des forces productives à l'échelle mondiale et les rapports mondiaux.

#### ABSTRACT

[*Notes for the Analysis of a Worldwide System*] At the present time, the situation in the world is not as described by the « International Relations » approach : the juxtaposition of individual units ; it consists on the contrary of a worldwide system, in which individual societies, or groups of individual societies, are constituent parts. Here the author proposes the basic elements of this worldwide system. In so doing, he defines groups of societies which a preliminary effort at categorization allows one to distinguish : groups that are called « sub-systems ». He then studies the relationships that exist between these subsystems, particularly in terms of domination and subordination. Finally he traces the major contradictions in the present worldwide system, most of which are reducible to a fundamental contradiction between the development of productive forces of a worldwide scale and worldwide relationships.

#### RESUMEN

[*Notas para un análisis del sistema mundial*] En la época actual, la escena planetaria no es la que describe el enfoque de las « relaciones inter-nacionales » : una juxtaposición de entidades ; consiste, al contrario, en un sistema mundial del cual las sociedades globales, o los conjuntos de sociedades globales son las partes constituyentes. El autor propone aquí unos primeros elementos de análisis de este sistema mundial. Con tal objeto, define los conjuntos de sociedades que un primer trabajo de categorización permite distinguir : conjuntos que son llamados « sub-sistemas ». Enseguida se estudian las relaciones que existen entre esos sub-sistemas, sobre todo en términos de dominación y subordinación. Finalmente se desprenden las principales contradicciones del sistema mundial actual, contradicciones cuya pluralidad se revela además reductible a la contradicción fundamental que opone el desarrollo de las fuerzas productivas a nivel mundial a las relaciones mundiales.